

Diana Tsutieva

Collaboratrice
Washington, DC

TÉL. : +1 202 261 7327
FAX : +1 202 785 6687
EMAIL : dtsutieva@foleyhoag.com

Diana Tsutieva est collaboratrice senior au sein du service Contentieux et Arbitrage international du cabinet Foley Hoag LLP, où elle travaille sur des cas d'arbitrage en matière d'investissements internationaux, des questions de droit international public et des arbitrages commerciaux internationaux. Diana se prévaut d'une double formation en droit civil et droit coutumier et jurisprudentiel, et est inscrite aux barreaux de plusieurs villes et États américains et de Paris (France). Elle parle couramment l'anglais, le français et le russe.

Diana a représenté de nombreux États, entités publiques et privées et individus dans le cadre de contentieux internationaux. Elle a conseillé des États souverains et/ou entités publiques lors de contentieux d'arbitrage en matière d'investissement (CIRDI, CNUDCI, CCI et autres institutions et règlements) ayant trait, notamment, aux mesures de réglementation concernant le secteur du pétrole et du gaz, l'industrie minière, les services financiers et le secteur de la santé, ainsi qu'à des requêtes concernant l'environnement, ou des cas de corruption et pots-de-vin.

Diana a également représenté des États dans le cadre de différends impliquant des questions de souveraineté et de délimitation des frontières maritimes et terrestres. En outre, Diana a travaillé aux côtés de plusieurs États sur un grand nombre de problématiques de droit international public, notamment en matière d'interprétation et de respect des obligations imposées par les traités, d'application et de reconnaissance des sentences d'arbitrage, de délimitation des frontières terrestres et maritimes, de droits de l'homme internationaux, de droit humanitaire et de droit de la propriété culturelle internationale. Elle a également conseillé des clients dans le cadre de procédures de radiation de l'OFAC.

Diana est membre du groupe de travail dédié à la création d'un centre d'arbitrage international pour la Corne de l'Afrique sous l'égide de la Chambre de commerce de Djibouti et de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) située à Djibouti. Diana occupe la fonction de co-présidente du groupe d'intérêt chargé du règlement des litiges au sein de l'American Society of International Law, et celle de Vice-présidente du comité Eurasie/Russie de l'American Bar Association, section Droit International. Ce comité regroupe des membres de l'American Bar Association (ABA) à travers le monde qui s'intéressent de près au pays de la région Eurasie, y compris l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bélarus, la Géorgie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Moldavie, la Russie, le Tadjikistan, le Turkménistan, l'Ukraine et l'Ouzbékistan.

Diana a été nommée Future Leader (future chef de file) par Who's Who Legal-Arbitration. Selon le Who's Who Legal : « Diana Tsutieva recueille de nombreuses éloges de par le monde pour le travail impressionnant qu'elle a fourni dans le traitement de procédures d'arbitrage d'investissement et commercial de nature complexe. »

Avant de rejoindre Foley Hoag, Diana a évolué au sein de plusieurs cabinets d'avocats internationaux réputés à Paris (France), où elle a représenté des entreprises multinationales lors d'opérations de fusions et d'acquisitions, a rédigé et travaillé sur des contrats de vente et d'achat d'actions et/ou d'actifs et a fourni des conseils juridiques d'entreprises d'ordre général en vertu des lois françaises, européennes et américaines. Elle a également été commis judiciaire auprès du Juge Judith M. Barzilay au Tribunal de commerce international de New York.

DOMAINES

Contentieux et arbitrage
internationaux
Arbitrage entre investisseurs
et États
Arbitrage commercial & de
construction international
Cour de justice internationale

FORMATION

Académie de Droit
international de La Haye,
spécialité en droit international
public, diplôme obtenu en
2017
Université Panthéon -
Sorbonne (Paris 1), Maîtrise en
droit (LL.M.) français et de la
Communauté européenne,
2007
Rutgers University, Doctorat
en droit, 2004
Cornell University, Licence en
Littérature comparée (avec
mention dans toutes les
matières), 2001

LANGUES

Anglais
Français
Russe

EXPÉRIENCE

Contentieux d'arbitrage entre investisseurs et États

- *Niko Resources c. Bangladesh, Bapex et Petrobangla.* Représentation du Bangladesh et de ses entités publiques dans le cadre d'un différend devant le CIRDI portant sur les causes et conséquences de deux explosions de gaz.
- *Anglo American c. République bolivarienne du Venezuela.* Représentation du Venezuela contre une compagnie minière britannique dans le cadre d'un arbitrage CIRDI (Mécanisme supplémentaire) concernant la résiliation d'une concession de nickel.
- *Merck Sharpe & Dohme (I.A.) c. République de l'Équateur.* Représentation de la République de l'Équateur dans le cadre d'un arbitrage CNUDCI en vertu du traité d'investissement bilatéral Équateur/États-Unis au titre du prétendu traitement imposé par l'autorité judiciaire équatorienne à un investisseur étranger.
- *Murphy Exploration and Production Company-International c. République de l'Équateur.* Représentation de la République de l'Équateur dans le cadre d'un arbitrage CNUDCI en vertu du traité d'investissement bilatéral Équateur/États-Unis résultant des modifications de la législation nationale en matière d'exploitation des ressources pétrolières en Équateur.
- *Ping An Life Insurance Company of China, Limited & Ping An Insurance (Group) Company of China, Limited c. Royaume de Belgique.* Représentation de la Belgique dans le cadre d'un arbitrage CIRDI en vertu du traité d'investissement bilatéral Chine/Belgique et résultant de mesures prises au sein du secteur des services financiers. L'affaire a été renvoyée pour absence de compétence à juger les requêtes des investisseurs.
- *European American Investment Bank AG (Autriche) c. République slovaque.* Représentation de la République slovaque dans le cadre d'un arbitrage CNUDCI en vertu du traité d'investissement bilatéral Autriche/République tchèque et slovaque et résultant des modifications du secteur de l'assurance-santé slovaque. L'affaire a été renvoyée pour absence de compétence à juger les requêtes des investisseurs.
- *Achmea B.V. c. République slovaque.* Représentation de la République slovaque dans le cadre d'un arbitrage CNUDCI en vertu traité d'investissement bilatéral Pays-Bas/République slovaque résultant de prétendues mesures prises au sein du secteur de l'assurance-santé. L'affaire a été renvoyée pour absence de compétence à juger les requêtes des investisseurs.
- *Gold Reserve c. République bolivarienne du Venezuela.* Représentation du Venezuela contre une société canadienne d'extraction de l'or dans le cadre d'un arbitrage CIRDI (Mécanisme supplémentaire) concernant des concessions aurifères et des droits environnementaux.
- *Vannessa Ventures Ltd. c. République bolivarienne du Venezuela.* Représentation du Venezuela contre une société minière canadienne dans le cadre d'un arbitrage CIRDI (Mécanisme supplémentaire) découlant de l'annulation d'un contrat d'extraction de l'or en vertu du traité d'investissement bilatéral Canada/Venezuela. Le tribunal a jugé le Venezuela non coupable d'un quelconque manquement au traité d'investissement bilatéral Canada/Venezuela.

- Représentation d'une compagnie pétrolière publique dans le cadre d'une procédure intentée devant la CCI par un consortium concernant une réclamation relative au non-respect d'obligations contractuelles se rapportant aux techniques de récupération assistée du pétrole.

Contentieux et arbitrages internationaux

- *Croatie c. Slovénie* (arbitrage *ad hoc* sous l'égide de la Commission européenne). Représentation de la République de Slovénie dans le cadre d'un arbitrage concernant la délimitation de frontières maritimes et terrestres.
- *République de Djibouti c. État d'Érythrée* (Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples). Représentation de Djibouti dans le cadre d'une procédure inter-États concernant la détention par l'Érythrée de prisonniers de guerre djiboutiens.

Arbitrages commerciaux internationaux

- Représentation d'une société d'ingénierie navale publique dans le cadre d'une procédure intentée devant la CCI concernant une requête en manquement à un contrat de maintenance et entretien de deux sous-marins.

Représentation d'États souverains devant les tribunaux américains

- Conseil du Royaume d'Espagne dans le cadre d'une action en exécution intentée par Novenergia, un fonds luxembourgeois, devant le tribunal fédéral du district de Columbia pour confirmer et exécuter une sentence arbitrale rendue par un tribunal arbitral de la CSC en vertu du traité sur la Charte de l'énergie.

BARREAUX

- Washington DC
- New York
- New Jersey
- Barreau de Paris

DISTINCTIONS ET RÉALISATIONS

Distinctions

- Nomination dans le Who's Who Legal : Arbitration 2018 – Future Leaders :
« Diana Tsutieva recueille de nombreuses éloges de par le monde pour le travail impressionnant qu'elle a fourni dans le traitement de procédures d'arbitrage d'investissement et commercial de nature complexe. »
- Nomination dans le « Who's Who Legal : Arbitration 2018 – Future Leaders »

Réalisations

- Membre de l'*American Society of International Law*
 - Co-Présidente du Groupe d'intérêt de règlement des différends (2018-2021)

- Présidente-fondatrice du comité directeur DRIG-ISDS Reforms Working Group (Groupe de travail sur les réformes).
- Membre de l'*American Bar Association*, division Droit international
 - Vice-présidente du service des publications du Comité Eurasie/Russie (2018-2019)
- Membre de l'*European Society of International Law*
- Membre de l'*African Association of International Law*
- Membre du *British Institute of International and Comparative Law*
- Membre du Réseau des arbitres dans le cadre du règlement des différends de Délos

PUBLICATIONS

- Co-auteur, aux côtés de Mark A. Clodfelter, de la partie « Counterclaims in Investment Arbitration », dans l'ouvrage de Katia Yannaca-Small intitulé *ARBITRATION UNDER INTERNATIONAL INVESTMENT AGREEMENTS: A GUIDE TO THE KEY ISSUES* (à paraître)
- D. Schimmel, J. Shope, A. Hainsworth et D. Tsutieva, « Transparency in Arbitration », dans le *Practical Law* (hiver 2018)
- Co-auteur, aux côtés de John Shope, de l'article « Summary Disposition in Arbitration », dans le *Today's General Counsel*, hiver 2018
- Collaboration aux côtés de Pierre d'Argent sur « Le règlement des différends en dehors de la Convention de Montego Bay » dans *Traité de droit international de la mer*, Mathias Forteau, Daniel Müller, Alain Pellet et Jean-Marc Thouvenin (2016)
- Collaboration aux côtés de Mark A. Clodfelter sur « Written Proceedings in International Investment Arbitration » dans *Litigating International Investment Disputes: A Practitioner's Guide*, C. Giorgetti ed., Brill Nijhoff (2014).

CONFÉRENCES

- Animatrice, *Advanced Transport, Smart Cities & China's 'Maritime Silk Road', The Silk Road Summit*, Conférence annuelle: Explorer les opportunités commerciales, commerciales et d'investissement sur les nouvelles routes de la soie Eurasie / Afrique (Washington, D.C., novembre 2019)
- Panéliste, *International Investment Disputes and Armenia*, Centre arménien pour le règlement des différends (Erevan, Arménie, septembre 2019)
- Panéliste et instructeur, *Young ICCA Skills Training Workshop on Oral Advocacy in International Arbitration* (Atelier de formation aux compétences nouvelles de l'ICCA sur le plaidoyer oral en arbitrage international) (Erevan, Arménie, septembre 2019)
- Panéliste, Arbitrage en matière d'investissement, 8èmes Journées d'arbitrage de la DIS, 2019 (Riga, Lettonie, juin 2019)

- Animatrice, “*China’s New Route to the Silk Road: Challenges and Opportunities for the Eurasian Region*”, Conférence annuelle 2019 de la Section de droit international de l’ABA (Washington, D.C., avril 2019)
- Animatrice, *Dispute Resolution Interest Group Business Meeting: Updates on DRIG ISDS Reforms Working Group* », réunion annuelle de la *American Society of International Law* (Société américaine de Droit International) (Washington, D.C., mars 2019)
- Intervenante, “*Populism and International Trade Law*,” *Harvard International Law Journal’s 2019 Symposium* (Cambridge, mars 2019)
- Maître de conférences, *Carrières dans l’arbitrage international*, Institut de droit comparé et international, Columbus School of Law de l’Université catholique d’Amérique (Washington D.C., 17 septembre 2018)
- Entretien avec Meg Kinnear, Secrétaire générale du CIRDI, dévoilant le document de travail sur l’amendement du règlement du CIRDI, parrainée par le Groupe d’intérêt sur le règlement des différends de l’ASIL (Washington D.C., 6 septembre 2018)
- Maître de conférences, « *Bringing Counterclaims* », Formation de haut niveau portant sur l’arbitrage des investissements pour fonctionnaires du gouvernement, Centre Columbia pour l’investissement durable, Université Columbia (New York, 7 août 2018)
- Intervenante, « *Raising Jurisdictional Objections* » et « *Bringing Counterclaims* », séminaire sur l’arbitrage entre investisseurs et États organisé par le Ministère de la justice ouzbek (en russe) (Tashkent, mai 2018)
- Animatrice, « *The Rise of Foreign Agent Laws : The Emerging Trends in their Enactment and Application in the U.S., Russia and Across the Globe* », section de l’ABA de la Conférence annuelle sur le droit international, (New York, 20 avril 2018)
- Présentatrice, « *The Use of Summary Procedures in International Commercial Arbitration* », Réunion professionnelle du Groupe d’intérêt de règlement des différends de l’ASIL (*American Society of International Law*), (Washington, D.C., 5 avril 2018)
- Intervention au cours du panel « *The Perceived Ineffectiveness of the Investment Arbitration System in Responding to the Claims of Arbitrators’ Lack of Impartiality and Possible Solutions* », Conférence internationale sur les obligations, droits et pouvoirs des médiateurs internationaux, *American University Washington College of Law* (sponsorisée par l’*American Society of International Law*), (Washington, D.C., 19 septembre 2017)
- Conférencière, « *Bringing Counterclaims in Investment Arbitration* », Programme de formation à l’arbitrage en matière d’investissement, *Columbia Center for Sustainable Investment, Columbia University*, (New York, 9 août 2017)